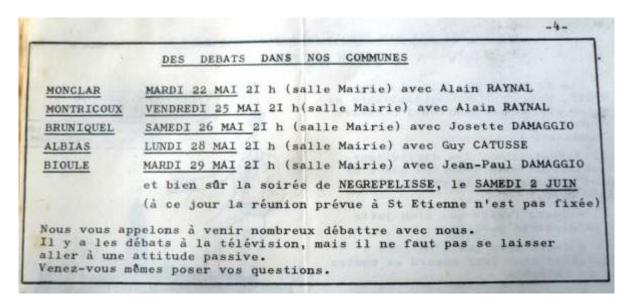
Le PCF des européennes de 1979 à 1984

Commençons par des données locales du Tarn-et-Garonne.



En 1979 voici la liste des réunions dans les villages de mon secteur. En 1984 il n'y aura plus une seule réunion mais la liste d'élus qui soutiennent encore le PCF est considérable.



Depuis la très grande majorité des élus à fondu comme neige au soleil.





Voici les deux dépliants nationaux. D'un côté un message simple dynamique, coloré, étudié. Une femme en blanc qui ouvre des volets.

De l'autre une image figée avec la photo de Georges Marchais comme si tout le monde ne le connaissait. Plusieurs messages qui brouillent le message. D'abord la déclaration de la dame en photo qui veut que les promesses de 1981 soient tenues. Puis des messages qui sont comme un sommaire : 81 candidats, l'emploi, les raisons du vote communiste, une élection à la proportionnelle comme si les rédacteurs de la brochure craignaient que le lecteur ne l'ouvre même pas. Dans les deux cas il y a douze pages.



En 1979 Wolinski était en pointe sur l'Huma mais en 1984 fini de rigoler. Et voilà qu'en 1984 il y a la mort de Berlinguer qui propulse le PCI à la place de premier parti de l'Italie.



L'Humanité reprend une photo de Marchais rencontrant Berlinguer en 1976 au moment où les deux partis poussent dans le sens de l'Eurocommunisme suscitant à Paris un rassemblement avec des dizaines de milliers de personne, époque largement oubliée en 1984 quand le PCI arrive en tête poussé par l'émotion causée par la mort de Berlinguer.



82 TARN-ET-GARONNE

Inscrits Votants	139.681 88.066 83.006	
PCF (Marchais)	7.634 20.252 647 2.030 800 2.483 5.226 33.159 593 1.282 4 274 539	(9,2) (24,4) (0,8) (2,4) (1,0) (3,0) (6,3) (40,0) (0,7) (1,5) (0,0) (0,3) (0,6)
Divers droite (Nicoud) Extrême droite (Le Pen)	8.083	(9,7)

EUROPEENNES 1979. — Ins.: 133.415. Exp. 80.595. Marchais 15.033 (18,65 %). Mitterrand 22.157 (27,49 %). Laguiller 2.685 (3,33 %). Fernex 3.005 (3,72 %). Servan-Schreiber 1.310 (1,62 %). Chirac 14.609 (18,12 %). Veil 19.360 (24,02 %). Malaud 1.350 (1,67 %). Tixier 1.086 (1,34 %).

PRESIDENTIELLES 1981. — Ins.: 137.282. Exp. 113.076. Marchais 15.403 (13,62 %). Mitterrand 31.344 (27,71 %). Crépeau 6.656 (5,88 %). Bouchardeau 1.132 (1,00 %). Laguiller 2.903 (2,56 %). Lalonde 4.417 (3,90 %). Chirac 22.387 (19,79 %). Giscard 25.963 (22,96 %). Debré 1.484 (1,31 %). Garaud 1.387 (1,22 %).

Les résultats en Tarn et Garonne.



Dans ce long article du Monde du Jeudi 29 juin, André Fontaine fait le point.

Le PCF entre l'État et la révolution par ANDRÉ FONTAINE

11,28 % des voix, contre 20,6 % aux européennes de 1979 : où est le temps où le PCF, avec 28,2 % des voix aux législatives de novembre 1946, pouvait se targuer d'être « le premier parti de France » ? Le voici ramené à son niveau le plus bas, celui de 1928, et il n'aura pas plus de députés, à Strasbourg, que Jean-Marie Le Pen.

La pilule doit paraître d'autant plus amère à Georges Marchais que le même scrutin fait du PCI, qui a suivi une ligne totalement différente, le «premier parti d'Italie » (1). C'est une belle suite d'erreurs qu'il va falloir passer au crible de l'«analyse approfondie» annoncée par Pierre Juquin.

Ces erreurs ont une cause commune : l'optimisme, ce péché originel de la gauche; mais comment, lorsque l'on croit avoir déchiffré le sens de l'histoire, ne pas sous-estimer ceux qui ne le voient pas de la même façon?

1972. — La création de l'union de la gauche est déjà révélatrice de la capacité des communistes français à surévaluer leurs chances. Contrairement à François Mitterrand, pour qui le programme commun constitue un «seuil maximum» Marchais veut en faire « le point de départ pour une puissante action de masse, susceptible d'engager effectivement notre pays dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme » (2).

Le PS vient à peine de ressusciter, après une période de querelles internes et de scissions qui a eu sur son «image» l'effet le plus corrosif. Secrétaire général d'un grand parti musclé et discipliné, Marchais est convaincu qu'il n'aura pas grand-peine à satelliser une formation qui ne fait que fédérer des «courants» allergiques les uns aux autres. S'il s'était douté qu'il lui faudrait, en 1981, se contenter de quatre portefeuilles au sein d'un gouvernement complètement dominé par les socialistes, se serait-il allié à Mitterrand ?

1977. — Cinq années ont passé. Marchais, qui jusqu'alors n'a tenu aucun compte des avertissements des Soviétiques et de leurs alliés contre Mitterrand, s'avise soudain que celui-ci entend se servir de lui —c'est son mot — comme d'un « marchepied». Il refuse de participer avec lui à la «gestion de la crise du capitalisme». Il le somme d'accepter une «actualisation» du programme commun, qui doit, entre autres, élargir sensiblement le champ des nationalisations. Refus de Mitterrand, fortement

poussé dans ce sens par Robert Fabre, alors président du MRG. Marchais s'était-il imaginé qu'il le ferait céder ? C'est l'avis de divers connaisseurs, encore qu'on ne puisse écarter l'hypothèse qu'il ait joué délibérément, en cette occasion, la carte de la rupture. L'erreur en l'occurrence n'est donc pas sûre.

Janvier 1980. — Marchais avait longtemps battu froid aux Soviétiques, dont il appréciait peu les conseils sur la politique française. En juin 1976, lors de la rencontre des PC européens, à Berlin-Est, il était allé jusqu'à déclarer publiquement, en présence de Brejnev, que des réunions de ce genre avaient peu d'intérêt et qu'il ne fallait pas compter sur son parti pour y participer à l'avenir. Mais, depuis la rupture de l'union de la gauche, il a renoué avec le Kremlin. Il n'hésite pas, de Moscou, à approuver l'invasion de l'Afghanistan, ni à signer avec le même Brejnev un communiqué selon lequel «une grande mutation du genre humain est engagée. Notre époque, poursuit ce texte, est celle du passage du capitalisme au socialisme. Voilà bien l'enjeu de la lutte engagée au niveau planétaire». L'hebdomadaire du PCF, France nouvelle, est rebaptisé Révolution, avec pour sous-titre : «Nous vivons le temps des révolutions ».

Emporté encore une fois par son optimisme, le secrétaire général du PCF s'imagine sans doute que le mouvement qui, en quelques années, a fait tomber l'Indochine, l'Afghanistan, le Yémen du Sud, l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, la Grenade dans la sébille de Moscou va continuer de se répandre comme une traînée de poudre. Mais c'est le moment que les Américains choisissent pour mettre à leur tête, à la place de l'inconsistant Carter, un justicier du Far-West. Et les Français, de leur côté, même ceux qui aiment la révolution chez les autres, n'ont aucune envie de la faire chez eux. Par-dessus le marché, il y a la Pologne : il suffit de regarder le petit écran pour se convaincre que le pouvoir, qui, à Varsovie se réclame de la classe ouvrière, est en réalité vomi par elle. Déjà ternie par Budapest et Prague, l'image de l'URSS en subira, dans l'opinion française, un coup dont elle n'est pas près de se relever.

1981. — Georges Marchais se présente à l'élection présidentielle, alors qu'en 1974 il avait soutenu la candidature Mitterrand au nom de l'union de la gauche. Il partage équitablement ses coups entre le candidat du PS et ceux de la droite et fixe aux militants un objectif : 25 % des voix. Il n'a pas compris l'ampleur du ras-le-bol à l'égard de VGE. Plus du tiers de l'électorat communiste traditionnel choisit de voter «utile» en ignorant les consignes du parti. Du coup Marchais n'obtient que 15, 34 % des voix.

Le tête-à-queue de 1981

Ce n'est évidemment pas ce qu'il avait escompté. S'il prône l'abstention, comme le PCF l'avait fait au second tour de l'élection présidentielle de 1969, quand seuls restaient en lice Pompidou et Poher, il a toutes chances d'être désavoué par la grande majorité de ses électeurs.

D'où le brutal tête-à-queue dont tout le monde se souvient. Le PCF entre au gouvernement, mais il lui faudra se contenter de quatre portefeuilles.

1984. — Au début, tout s'est à peu près bien passé, le gouvernement appliquant à la lettre la plupart des articles de l'accord conclu avec les communistes au lendemain des législatives, quitte à leur faire avaler, entre autres couleuvres, les euromissiles. Mais tout commence à se gâter lorsque les partisans de la politique de rigueur l'emportent. Que vont faire Marchais et ses amis ? Dire amen ? Impossible. Rentrer dans l'opposition ? Tout aussi impossible : ce serait se condamner à y rester longtemps, et d'ailleurs leurs électeurs, visiblement, ne le souhaitent pas.

Mieux vaut donc rester dans le gouvernement pour tenter d'infléchir son action. Mais, pour l'essentiel, les communistes ont beau se désolidariser bruyamment de la politique suivie, notamment en matière de restructurations industrielles, ils se heurtent à un mur. Après avoir déclaré avec force, par la bouche de Georges Marchais, qu'ils ne «toléreraient pas un chômeur de plus », ils sont dans l'incapacité d'empêcher qu'il y en ait des dizaines de milliers.

Porté une fois encore par son optimisme, le secrétaire général croit cependant que le peuple reconnaîtra, au moment de voter, où sont ses vrais amis ; que l'écart va se réduire aux européennes entre les scores du PS et du PCF ; qu'il pourra alors intervenir dans le débat avec une autorité accrue. Il laisse entendre qu'il réclamera un ministre de plus. D'où sa déception devant le verdict des urnes. Et le voilà, lui qui faisait taire les autres, obligé de se taire à son tour : il ne pourrait plus parler qu'au nom de 11,28 % des Français, ou plus exactement, si l'on tient compte de l'ensemble des inscrits, d'un peu plus de 6 %.

Une double tentation

Il est certes tentant pour le PCF de se consoler en se rappelant que les nombreux revers qu'il a subis au moment du pacte germano-soviétique, lors du retour de de Gaulle au pouvoir ou après mai 1968, ne l'ont pas empêché de repartir du bon pied. Mais il ne manque pas d'exemples de PC de la diaspora qui ont sombré corps et biens, à commencer par l'allemand, qui a obtenu jusqu'à 6 millions de voix dans la République de Weimar et qui, aujourd'hui, en RFA est marginalisé. Tout comme les PC d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark, de Norvège.

Une autre tentation, au demeurant complémentaire de celle-là, est celle du repli sur soi, sur ce qu'Althusser appelait, en 1978, « la forteresse ». Le caractère quasi tribal de la société que constitue le Parti communiste, au sein de laquelle on se retrouve entre camarades, parlant le même langage, honorant les mêmes valeurs et les mêmes mythes, partageant une même détestation à l'égard des impérialistes et des capitalistes de tout poil, facilite un tel choix. Mais la défensive passive, enseigne un bon auteur, encore que non marxiste, le maréchal Foch, conduit immanquablement à la défaite, et le propre des réduits c'est d'avoir tendance à se réduire encore plus.

Le sens de l'histoire n'est pas rectiligne. Le Kremlin a déjà perdu, de la Chine à la Grenade, en passant par la Somalie ou la Guinée, plus d'un de ses grands ou petits alliés. Il ne parvient ni à empêcher le Mozambique et l'Angola de tomber lentement sous la coupe de l'Afrique du Sud. Ni à réduire vraiment la dissidence afghane, éthiopienne, polonaise, ni à empêcher la Roumanie de flirter avec Pékin, la Hongrie avec le capitalisme et l'Allemagne de l'Est avec celle de l'Ouest.

Au sein de la diaspora enfin, le temps est révolu où un Maurice Thorez faisait de la «fidélité inconditionnelle» à Moscou la pierre angulaire de l'adhésion au communisme. Au Japon, en Inde, en Suède, en Finlande, les PC se sont largement ouverts à la contestation. Berlinguer a carrément rompu avec la Mecque soviétique, n'hésitant pas à déclarer que la veine de la révolution d'Octobre était désormais «tarie», tandis que son collègue en eurocommunisme, l'Espagnol Carrillo, mettait en cause ce qu'il appelait l'« arriération culturelle » soviétique.

Il serait excessif d'expliquer la spectaculaire vitalité du parti italien par la seule distance qu'il a prise par rapport à l'URSS. Les PC grec et chypriote-grec se portent eux aussi fort bien, alors qu'ils se font gloire de leur prosoviétisme mais le soutien donné par Moscou aux thèses d'Athènes dans sa bagarre avec la Turquie n'y est évidemment pas pour rien. Au Portugal, le PC d'Alvaro Cunhal, le plus stalinien

d'Europe, a gagné près de deux points, de 16,8 à 18,5 % entre les élections de décembre 1980 à avril 1983.

Il n'empêche que le PCF souffre de devoir soutenir à la fois la quasi-totalité des positions soviétiques et un gouvernement français qui, sur presque tous les fronts, combat ces positions. Dans la France d'aujourd'hui, où les électeurs mettent au premier plan de leurs préoccupations, comme le montrent les sondages, la défense des libertés, le Parti communiste ne peut que pâtir de l'existence entre Moscou et lui de liens trop étroits et sur la nature desquels il ne s'est jamais franchement expliqué. Mais il ne lui faut pas seulement se définir par rapport à l'URSS. Il lui faut aussi se définir par rapport à lui-même. Il a abandonné, en un tour de main, il y a quelques années, un des dogmes essentiels du marxisme-léninisme la dictature du prolétariat, alors que Georges Marchais disait, en 1964, au dix-septième congrès du PCF, que le remettre en cause «serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise».

Qu'a fait le Parti depuis lors en participant au gouvernement, sinon précisément «glisser» sur ce «terrain»? Mais là encore il n'a pas voulu vraiment choisir; il est comme Mme Thatcher dans le Marché commun, à la fois dedans et dehors. Il n'ose pas se demander ce que cela peut signifier d'être communiste dans une France, dans un monde, qui ressemblent si peu aux schémas réducteurs des pères fondateurs. La grande force de Berlinguer, outre d'avoir italianisé, ou réitalianisé son parti, ç'a été de prendre la mesure des choses : de se persuader, par exemple, que les nationalisations n'étaient pas une panacée, et qu'il ne suffirait pas d'avoir la majorité des voix pour pouvoir transformer un pays de fond en comble. En un mot d'avoir réussi l'aggiornamento de son parti.

Une ambiguïté fatale

C'est de cela que le PCF a besoin. Le congrès de Tours de 1920, les vingt et une conditions qu'il a acceptées alors pour adhérer à une Internationale maintenant dissoute, appartiennent à la préhistoire. La France est moins mûre que jamais pour une société de type léniniste. En revanche, il y a place, dans ce pays, pour un parti qui se situerait résolument dans une tradition jacobine toujours très vivace et qui, à l'heure où l'Etat est de plus en plus contesté, soutiendrait que lui seul peut remédier à ces inégalités dont les Français s'accommodent si mal.

Le dévouement et le désintéressement de tant de militants permettraient au PCF de jouer ce rôle mieux que personne. Encore faudrait-il qu'il se débarrasse de ses réflexes totalitaires et de ses excessives complaisances vis-à-vis de Moscou. Qu'il n'essaye plus de faire croire qu'il suffit de faire payer un peu plus quelques milliers de Français pour permettre à tous les autr d'augmenter leur pouvoir d'achat. Enfin et surtout qu'il renonce à vouloir plaire à tout le monde. Car à persister dans son actuelle ambiguïté, un pied dans l'Etat bourgeois, l'autre dans la révolution prolétarienne, il ne ferait que déconcerter et inquiéter un peu plus, aussi bien ceux qui le voudraient plus engagé que ceux qui le préféreraient plus démocratique.

Il ne resterait plus alors à Georges Marchais, pour meubler les loisirs de sa retraite, qu'à écrire, une fois évanoui l'Espoir au présent [titre du livre de Marchais pour la campagne électorale], un espoir... au passé. ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Avec 33,3% des voix, le PCI ne retrouve pas son score maximum des législatives de juin 1976 : 34,4%. C'est le recul de la démocratie chrétienne (38,7% en 1976, 33% aujourd'hui) qui fait de lui, d'une courte tête, le premier parti de la Péninsule.
- (2) Rapport au comité central du 29 juin 1972, rendu public trois ans plus tard.